



Introduction

6 mai 2015

Marcel Roncin

Bonjour à tous,

Merci de votre présence à notre rendez-vous annuel avec la gestion d'actifs organisé en partenariat avec la Fédération Bancaire Française, l'AFG, l'ASPIM, l'AFIC et l'AF2I.

Depuis notre précédente réunion, le 9 avril 2014, les institutions européennes ont été renouvelées et une nouvelle orientation a été donnée aux priorités de la Commission.

La recherche de la croissance est désormais l'objectif central, après une longue période de réglementation certes nécessaire mais réalisée dans l'urgence et dont il faut maintenant dresser l'inventaire, corriger les imperfections, et achever la publication.

Plusieurs textes majeurs touchant les asset managers ont été *PUBLIES*, comme MIFID 2 /MIFIR, *ADOPTES*, tels UCITS V et CSDR, ou encore *ENTRES EN VIGEUR* comme AIFMD durant cette période,

Ce dernier texte est sans doute le plus structurant pour la gestion. La table ronde consacrée à AIFMD sera particulièrement intéressante à suivre tout à l'heure, car outre les AM, le régulateur et le dépositaire, entre autres, ont des enseignements à tirer de cette directive et de ce règlement, sur l'accompagnement et la mise en œuvre desquels l'AFTI a beaucoup investi.

A tous égards, l'industrie financière sortira transformée de cette période exceptionnelle. Ses modèles économiques et opérationnels connaissent déjà ou connaîtront des évolutions,

certes plus ou moins sensibles selon les secteurs, mais personne ne sera épargné, si l'on tient compte des réglementations prudentielles décidées par ailleurs vis à vis du secteur bancaire, ou des obligations nouvelles, plurielles et, semble-t-il, *INEPUISABLES* de reporting fiscal.

La recherche de la croissance est incarnée par le lancement, par la Commission européenne, du projet de Capital Market Union.

Projet majeur, emblématique de la politique que le nouvel exécutif européen entend conduire, la CMU, qui fait l'objet d'une consultation pour quelques jours encore, a aussitôt provoqué un intérêt marqué parmi les différents acteurs de la vie économique et financière.

Le Président de l'Autorité des Marchés Financiers a ainsi souhaité entendre les associations professionnelles de la Place sur ce sujet. Nous avons pour notre part créé un groupe de travail transversal où toutes les bonnes volontés seront bien accueillies !

La position de l'AFTI sur ce dossier majeur peut être résumée ainsi :

- Avant tout, nous saluons cette initiative de la Commission européenne comme étant une contribution au développement de la croissance ainsi qu'à l'achèvement du marché financier européen.
- Dans ce contexte, nous pensons qu'il faut mettre en cohérence le cadre législatif hérité de la précédente Commission, compte tenu des textes pris dans l'urgence de la crise, cf. supra. Quarante textes ont été adoptés sous le mandat du précédent Commissaire.
- En second lieu, des travaux restent à achever, tels la définition du plan de recovery/résolution pour les CCP et les CSD, le collatéral, l'identification des actionnaires, le droit de la faillite...
- A contrario, nous considérons qu'il n'y a pas lieu de traiter de l'harmonisation du droit des titres au niveau européen. Ce sujet est sur la table depuis quasiment vingt ans, et aucun progrès n'a été enregistré. D'autres voies devront être explorées.
- Nous souhaitons que certaines règles de supervision soient améliorées.
- Enfin, et cela fera un lien avec l'intervention de la Direction Générale du Trésor, nous plaidons pour la promotion de pratiques françaises, tels le vote par correspondance électronique pré AG (VOTACCESS), le Titre au porteur identifiable, et le nominatif, qui sont des vecteurs utiles pour l'amélioration de l'information des sociétés émettrices.

La seconde table ronde permettra de dégager le rôle de la gestion d'actifs dans la mise en œuvre de ce projet considérable.

J'invite Sébastien Raspiller à prendre maintenant la parole.

Je vous remercie.